



«Avec le recul historique, aujourd'hui où l'Europe connaît des luttes politiques plus ou moins pacifiques, qu'elle n'est plus plongée dans des crises graves, des situations critiques, des guerres, maintenant que cela n'a pas de conséquences, on tend à considérer les choses autrement. Mais quand un parti dans son ensemble, formé à la lutte de classe, véritablement ouvrier, opposant à toute participation gouvernementale, prend une résolution d'une telle importance [la participation au gouvernement de la Generalitat], c'est que la situation concrète l'imposait.» Juan Andrade, Notas sobre la Guerra civil, Ediciones libertarias, Madrid, 1986.

Entre juillet 1936 et mai 1937, la Catalogne a connu un événement exceptionnel dans l'histoire du mouvement ouvrier du XXe siècle avec un «choc de stratégies» qui a mis aux prises tous les courants fondamentaux du mouvement ouvrier – y compris le courant social-démocrate, alors qu'aucun parti ne le représentait. Même s'il s'est produit dans une situation exceptionnelle de guerre civile, nous pouvons dans ce «choc» trouver des idées et des expériences utiles pour comprendre les rapports entre la lutte pour le pouvoir politique et les objectifs d'émancipation sociale. Aujourd'hui comme hier, ces rapports sont sans doute la question la plus controversée au sein de la gauche sociale et politique et se trouvent, aujourd'hui comme hier, au cœur de la construction de tout projet anticapitaliste. Traduit en termes actuels, nous pouvons caractériser ainsi les principaux pôles de ce conflit.

- Le courant libertaire visait à «changer le monde sans prendre le pouvoir». Il a échoué. Plus que sur une stratégie, dans la forme qu'elle a prise en Catalogne, la CNT-FAI s'est appuyée sur une «doctrine». Une stratégie implique la définition de moyens cohérents pour atteindre des objectifs déterminés dans une situation concrète. Le courant libertaire a réalisé des actions militantes portées par un extraordinaire élan révolutionnaire qui s'inscrivaient dans la doctrine du communisme libertaire. Mais ses choix face aux principaux événements ont répondu à des considérations de «réalisme politique» que sa propre doctrine rejetait et qui s'inscrivaient paradoxalement dans une analyse concrète très éloignée de la réalité. Soit dit en passant, on peut s'étonner que l'expérience de la CNT-FAI au cours de cette période ne soit même pas mentionnée comme référence par les personnes et les courants qui défendent aujourd'hui des points de vue proches, alors que c'est, sinon l'unique, tout au moins l'une des rares occasions où ces idées ont été mises à l'épreuve, à grande échelle et avec des résultats de grande portée.

## 1936: Quelle stratégie dans la Révolution espagnole? L'énigme Nin

Écrit par Miguel Romero

Mercredi, 04 Juin 2008 01:00 - Mis à jour Samedi, 04 Octobre 2008 12:54

---

- Le courant stalinien, PCE-PSUC, voulait pour ainsi dire «prendre le pouvoir pour ne pas changer le monde». Il a gagné. Dans la situation révolutionnaire de juillet 1936, la «prise du pouvoir» a pris la forme d'une «contre-révolution» démocratique dans le processus de reconstruction de l'État républicain. Faire barrage à la révolution socialiste au nom d'un programme et d'un gouvernement démocratiques bourgeois est au cœur de la stratégie social-démocrate en Europe au XXe siècle. Le stalinisme, de ce point de vue, a mis en œuvre un programme social-démocrate, avec ses méthodes propres qui ont pris une forme particulièrement brutale dans la Catalogne des années 1936-1937. Le plus intelligent des commissaires politiques de l'Internationale communiste, Togliatti, l'a résumé ainsi dans l'un de ses rapports dès août 1936 : «Le parti a compris très bien une chose : il faut développer une politique cohérente pour élargir et renforcer ses positions dans l'armée, dans la police, dans l'appareil d'État, etc. Le renforcement des positions du parti dans l'armée, en tout premier lieu, et dans l'appareil d'État est une des principales garanties de la victoire.» [1]

- Le POUM, enfin, a incarné la stratégie marxiste léniniste classique : «prendre le pouvoir pour changer le monde». Il a aussi échoué. Mais contrairement à la CNT-FAI, le POUM avait, lui, une stratégie qui justifiait ses choix politiques. C'est ce qui permet de déterminer si cette stratégie était adaptée à la situation et aux objectifs d'émancipation auxquels il s'identifiait et d'examiner dans un esprit critique la cohérence des décisions prises avec cette stratégie.

Un très grand nombre de livres et d'articles ont traité ces questions, de façon spécifique ou dans le cadre d'analyses plus globales. Certains sont excellents tels, entre autres, les travaux de Pelai Pagès, Durgan, Tosstorff, Bolloten, Fraser, Godicheau ou Pozo, auxquels il faut ajouter ceux de certains protagonistes majeurs comme Nin, Andrade, Solano, Gorkin ou encore Gironella. [2]

J'ai choisi de me limiter ici à une période très brève – septembre-décembre 1936 – et à un thème concret – la participation d'Andreu Nin au gouvernement de la Generalitat. Cette participation pose pour le moins de sérieux problèmes de cohérence avec les fondements de la politique du POUM mais aussi avec les résolutions et les déclarations qu'il a adoptées jusqu'à la veille même de la formation du gouvernement. La contradiction est encore plus flagrante entre les déclarations de Nin lors de sa prise de fonction au ministère de la Justice : «Je viens pour légaliser ce que les masses ont conquis dans la rue.» et, dans les jours qui ont suivi, son rôle décisif dans le démantèlement du comité de Lleida que le POUM considérait, sans aucun conteste et à juste titre, comme «une conquête des masses».

Pourquoi, au-delà du parti lui-même, un révolutionnaire intelligent et intègre comme Andreu Nin a-t-il agi ainsi ? Il y a là une énigme à laquelle je ne trouve pas d'explication satisfaisante.

Peut-être seul Nin lui-même aurait-il été en situation de l'élucider mais – et c'est ce qui est plus énigmatique encore – dans aucun de ses textes il n'a donné d'explication sur ces contradictions. Même dans son texte de bilan de la politique du POUM dans la guerre civile – «Le problème des organes de pouvoir dans la révolution espagnole» [3] – sa participation au gouvernement de la Generalitat est complètement esquivée.

Cet article se propose donc, plus qu'une réponse à cette énigme, d'établir un dialogue impossible avec la mémoire d'un camarade.

### **Protéger l'unité du parti?**

L'explication la plus simple de l'entrée de Nin dans le gouvernement de la Generalitat tient à la situation interne du POUM qui a incontestablement influencé ces décisions. Le POUM était un parti de création très récente issu d'une fusion encore précaire [4]. Son principal dirigeant, Joaquim Maurin, était emprisonné et avait été remplacé par le «dirigeant de la minorité», Andreu Nin, qui pouvait sans doute compter sur le respect des militants mais qui, comme l'a dit Andrade, était un «secrétaire politique diminué».

Refuser d'entrer dans le gouvernement de la Generalitat, alors que même la CNT s'apprêtait à le faire, était une décision très risquée qui aurait fait du parti la seule opposition de gauche et, qui plus est, à l'extérieur du gouvernement. Une décision de cet ordre aurait pu mettre en danger l'unité du parti et on comprend facilement que la direction du POUM ait attaché une grande valeur à cette unité. Mais cette explication n'est pas du tout satisfaisante. Elle laisse de côté beaucoup trop de questions importantes.

On peut ainsi s'interroger sur la faiblesse de l'opposition à la décision d'entrer dans le gouvernement adoptée lors du plénum du Comité central le 15 septembre, qui s'est limitée à Juan Andrade et Enrique Rodríguez [5] et à des réserves exprimées par des secteurs de la JCI (Juventud Comunista Ibérica – Jeunesse communiste ibérique, l'organisation de jeunesse du POUM) et des comités de Lleida et de Barcelone; ou encore s'étonner des conditions posées, «l'hégémonie ouvrière» ou encore un «programme socialisant», conditions purement formelles dans la mesure où elles étaient largement acceptées.

Il est vrai qu'à ce moment-là, quelques semaines avant la constitution du gouvernement le 26 septembre, on ne discutait que d'éventualités et pas de réalités avérées, même si une partie du CC, pour le moins, devait savoir qu'il s'agissait de faits pratiquement consommés (nous y reviendrons). Ce qui est par contre véritablement extraordinaire et difficile à justifier par des

«raisons internes», c'est le fait que Nin, alors qu'il venait tout juste de prendre ses fonctions, accompagne le chef du gouvernement Tarradellas venu dissoudre le comité de Lleida (le 30 septembre). Le président Companys était convaincu qu'ils seraient accueillis sous les balles, mais ils réussirent rapidement et facilement à convaincre le comité de se placer sous l'autorité du gouvernement et de disparaître.

Alors qu'il devient évident que le programme réel du gouvernement, ou tout au moins son objectif prioritaire, est la dissolution du Comité central des milices antifascistes (CCMA) – le 1er octobre – et dans la foulée celle de tous les comités et leur remplacement par des «conseils municipaux» dépendants de la Generalitat – le 9 octobre – pourquoi le parti ne réagit-il pas ? Pourquoi ne se forme-t-il pas une «opposition de gauche» à cette orientation ? Pourquoi n'avoir pas compris que la force politique la plus menacée et la plus affaiblie par ces mesures était le POUM lui-même ? Comment Nin a-t-il pu penser que son action à Lleida ne «freinait» pas mais au contraire «donnait corps à la révolution» ?

La seule explication au plan interne est celle qu'avance Tosstorff. Au gouvernement, Nin aurait protesté «en vain» contre la dissolution des comités et le parti aurait alors décidé de «saboter» la mise en pratique du décret, en s'appuyant sur la force du POUM dans chaque localité [6] Le moins qu'on puisse dire, c'est que la réalité a pris une tout autre tournure. Il faut donc chercher d'autres explications.

### Éviter l'isolement?

Quand la situation impose à une organisation politique d'agir «à contre-courant», elle prend le risque d'un isolement qui ne laisserait indifférente qu'une secte. Cette question avait de quoi préoccuper au plus haut point le POUM, une organisation marxiste révolutionnaire née d'un processus d'unification plus limité que ce qui avait d'abord été envisagé, avec des forces militantes appréciables mais réellement influentes dans la seule Catalogne où dominait, par ailleurs, très largement la CNT-FAI; une organisation exposée en permanence à des circonstances exceptionnelles, la tension et l'urgence d'une pré-guerre civile d'abord, un processus révolutionnaire au sein de la guerre civile ensuite, caractérisé par une dualité de pouvoir dans le camp «républicain».

Le POUM s'est toujours efforcé d'éviter l'isolement en cherchant activement le rapprochement, l'accord, la convergence pratique ou organique avec la CNT ou la majorité de ses militants. Toute étude sérieuse des rapports entre le POUM et la CNT doit porter sur la période qui va de la formation du Front populaire à l'après mai 1937. Cela n'est pas envisageable dans les limites de cet article mais il faut néanmoins exposer quelques considérations générales avant d'aborder les problèmes concrets concernant la Generalitat.

## 1936: Quelle stratégie dans la Révolution espagnole? L'énigme Nin

Écrit par Miguel Romero

Mercredi, 04 Juin 2008 01:00 - Mis à jour Samedi, 04 Octobre 2008 12:54

---

La CNT était sans conteste le courant hégémonique du mouvement révolutionnaire en Espagne. Vouloir construire un parti révolutionnaire en l'ignorant aurait été simplement absurde. Pour le POUM, sa politique en direction de la CNT était – à juste titre – fondamentale. Mais quelle politique?

La CNT était une «organisation mouvement», une confédération avec une réelle autonomie des diverses instances – locales, régionales,... – mais avec une direction stricte qui «n'osait pas dire son nom» et des dirigeants dotés d'une autorité très affirmée. En politique, la CNT agissait pour son propre compte sans s'allier à aucune autre organisation, si on excepte le cas de l'Alliance ouvrière en 1934 dans les Asturies.[7] Son idéologie et sa doctrine étaient marquées par une hostilité à l'encontre de «la politique» et en particulier des partis politiques qualifiés de «marxistes autoritaires». Mais par-dessus tout, particulièrement en Catalogne, le mouvement libertaire était bien plus qu'une organisation : c'était une culture, des «coutumes mises en commun» et transmises de génération en génération depuis le milieu du XIXe siècle.[8]

Cette description sommaire permet de se faire une idée sur l'ampleur de la tâche que s'était fixée le POUM. Il faut aussi reconnaître que ce parti – et Nin plus particulièrement, par ses capacités intellectuelles et son expérience militante – réunissait des conditions hautement favorables pour répondre à cette situation.

Selon la tradition communiste classique, la réponse aurait consisté à réaliser des expériences pratiques communes permettant de gagner la majorité des militants de la CNT, en rupture avec au moins une partie de leur direction. Mais c'était à mon avis totalement irréaliste de penser que la majorité ou même ne serait-ce qu'une partie significative des militants de la CNT pourraient devenir «marxistes». Ce que je crois possible, par contre, c'est que les militants de la CNT, sur la base de leur expérience, en soient venus à considérer le POUM comme un parti dont le «marxisme» n'avait rien à voir avec celui des autres partis qui se disaient marxistes. La politique concrète du POUM en était la preuve, une politique radicalement opposée à celle de ces partis et proche, au contraire, des aspirations et des objectifs des militants libertaires. Les comités étaient le lieu et le cadre organisationnel où ce projet aurait pu se réaliser, sous la forme d'une «alliance», sans parti hégémonique, et qui ne s'inscrirait certainement pas dans ce que j'ai appelé la «tradition communiste classique». Si cette possibilité existait, elle a disparu avec la dissolution des comités. Il faut aussi reconnaître que ce processus, loin d'être harmonieux et naturel, aurait été confronté à des affrontements sévères, avec la direction de la CNT-FAI en particulier.

## 1936: Quelle stratégie dans la Révolution espagnole? L'énigme Nin

Écrit par Miguel Romero

Mercredi, 04 Juin 2008 01:00 - Mis à jour Samedi, 04 Octobre 2008 12:54

---

La politique du POUM, en réalité, dès la formation du Front populaire, a plutôt consisté à «accompagner» la CNT en évitant tout conflit pratique avec sa direction sur les questions importantes. Elle s'est fondée parfois sur une appréciation erronée de la situation réelle de la CNT : c'était une erreur de croire que la CNT était sur le déclin au moment de la constitution du FOUS [9] en 1936 ou de juger sa politique «très proche» de celle du POUM à la veille même de l'exclusion de Nin du gouvernement, en décembre, décidée avec l'appui indirect de la CNT.

On ne sait pas à quoi aurait conduit le refus du POUM de participer au gouvernement de la Generalitat et, par-là même, à la dissolution du CCMA et des comités. Mais ce qui est sûr, c'est qu'au terme de sa participation au gouvernement de la Generalitat, le POUM s'est trouvé plus éloigné de la CNT et plus isolé que jamais.

### Quel pouvoir?

Une troisième possibilité d'explication de ces problèmes se trouve dans l'orientation du POUM sur la question du pouvoir politique. À mon avis, c'est la plus importante des trois. C'est pourquoi il me semble nécessaire, avant d'aller plus loin, de poser un certain nombre de jalons.

En premier lieu, c'est à juste raison qu'Andrade met en garde – dans le texte cité en prologue à cet article – sur les «regards différents» que l'on porte sur les faits quand on se trouve dans des situations elles-mêmes très différentes. Soixante-dix ans après, il est effectivement difficile sinon impossible d'apprécier l'ensemble des facteurs qui ont conditionné et contraint la pratique du POUM. Mais Andrade va trop loin quand il nous demande de considérer que la situation concrète a «obligé» le POUM à prendre ces décisions. Je ne mets nullement en cause le caractère révolutionnaire du POUM, à mes yeux incontestable. [10] Il ne s'agit pas de juger mais d'essayer de comprendre.

En second lieu, s'il est vrai qu'une révolution est toujours un événement exceptionnel, le produit de la confluence de conditions éphémères, instables et extraordinaires, il faut comprendre que les conditions nationales et internationales de la guerre civile espagnole ont configuré une situation qui rendait très improbable une hégémonie révolutionnaire dans le camp républicain.

La clé de cette improbabilité réside pour moi dans trois considérants.

- D'une part, seule l'URSS a apporté de façon significative l'aide matérielle et le soutien

## 1936: Quelle stratégie dans la Révolution espagnole? L'énigme Nin

Écrit par Miguel Romero

Mercredi, 04 Juin 2008 01:00 - Mis à jour Samedi, 04 Octobre 2008 12:54

---

international indispensables, ce qui a logiquement contribué à renforcer l'influence du stalinisme et de ses partis – le PCE et le PSUC – et leur a permis de conquérir l'hégémonie au sein du gouvernement républicain et dans la conduite de la guerre.

- D'autre part, le rapport de forces politiques était très défavorable pour le POUM. Le modifier, en changeant substantiellement et dans un sens révolutionnaire les rapports tissés entre les institutions politiques et militaires républicaines, les comités, le PSOE, le PCE-PSUC et la CNT-FAI, était une tâche extrêmement difficile que la seule application d'une «ligne correcte» ne suffisait pas à résoudre. Mais c'était un objectif possible. Pourquoi le POUM ne s'est-il pas engagé dans cette voie, alors que se jouaient non seulement l'issue de la guerre mais sa propre existence ? C'est toute la question.

- Enfin, la poursuite de la guerre, les problèmes de désorganisation, les difficultés graves en matière d'approvisionnement ou d'armement et l'avancée des troupes franquistes dans les premières semaines du mois d'août ont posé dans le camp républicain des questions urgentes de centralisation, de discipline et de réorganisation générale sur le plan militaire, économique et politique. Il fallait trouver à ces problèmes une réponse cohérente avec le développement du processus révolutionnaire. À nouveau, c'était une tâche particulièrement difficile. Mais c'était bien «la» tâche, au cœur du «choc des stratégies». Le POUM n'a pas perdu cette bataille : il n'a pas su la situer et, en fait, il ne l'a pas livrée.

Abordons maintenant le point central de la question, la politique du POUM face au pouvoir. Reprenons l'analyse de Nin sur les événements de mai 1937 : «[...] les comités qui, loin d'être des organismes strictement prolétariens étaient des organes du Front populaire, pouvaient-ils jouer le rôle de soviets ? Il ne faut pas perdre de vue que "tous" les partis et les organisations antifascistes faisaient partie de ces comités, d'Action catalane – un parti clairement bourgeois et conservateur – jusqu'à la FAI et le POUM. Le Comité central des milices, formé sur les mêmes bases, ne pouvait pas être l'embryon d'un pouvoir révolutionnaire face au gouvernement de la Généralité, vu que ce n'était pas un organe prolétarien mais "d'unité antifasciste", une sorte de gouvernement élargi de la Généralité. Il n'y avait pas de dualité de pouvoir. Il s'agissait de deux organes analogues quant à leur composition sociale et leur finalité. On aurait pu parler de dualité de pouvoir si le Comité central des milices et le gouvernement de la Généralité avaient eu des compositions sociales différentes. Mais comment pouvaient-ils s'opposer alors que l'un et l'autre étaient, au fond, équivalents ?» [11]

Ce qui est essentiel dans ce paragraphe, c'est l'affirmation que le Comité central des milices et le gouvernement de la Generalitat étaient «équivalents» et les comités des «organes du Front populaire». Comment Nin peut-il avoir écrit cela?

Les études de Godicheau et, particulièrement, de Pozo González permettent aujourd'hui une connaissance précise de la réalité des comités et du CCMA. C'est vrai que le CCMA a fait l'objet d'une caractérisation mythique dans les analyses de la guerre civile émanant de courants révolutionnaires. Ce n'était pas à proprement parler un organisme représentatif des comités. Il n'était pas élu par eux mais résultait d'un pacte entre les partis qui avaient formé la coalition du Front populaire. Par contre c'était bien un organisme dont l'autorité reposait sur les comités – qui détenaient le pouvoir réel – et il prenait des décisions sur tous les aspects de la vie sociale, économiques aussi bien que militaires ou autres, qui étaient en général acceptées par les comités.

Le binôme CCMA-comités était donc vraiment un pouvoir alternatif à celui de la Generalitat. L'Esquerra Republicana faisait effectivement partie des deux mais elle n'avait pas la moindre influence au sein du CCMA alors que ses dirigeants Companys et Tarradellas étaient à la tête de la Generalitat.

Peu importe s'il fallait ou non parler de «dualité de pouvoirs». L'essentiel est qu'il y avait deux pouvoirs «incompatibles» – ce qu'affirmait aussi la CNT – non pas pour des raisons administratives mais parce qu'ils répondaient à des dynamiques de classe et à des objectifs politiques contradictoires. La Generalitat et les forces politiques qui la soutenaient – à commencer par le PSUC – voulaient reconstruire l'État républicain. Le CCMA représentait la possibilité d'instaurer le pouvoir des comités – sur lesquels il reposait – et de réaliser dans leurs rangs l'alliance entre marxistes révolutionnaires et libertaires. Companys et le PSUC ont bien compris où était l'enjeu et la première tâche du «gouvernement d'unité antifasciste» a précisément consisté à liquider les organismes unitaires qui avaient réussi à vaincre «le fascisme» dans les premiers jours de la guerre.

Au-delà du texte de Nin, on dispose de preuves patentes que le POUM n'a pas analysé correctement la nature du CCMA. Son représentant en son sein, Rovira, n'était pas un dirigeant central du parti contrairement à Nin qui, lui, a été chargé de le représenter au sein du Conseil d'économie [12]. En outre et c'est pour ainsi dire plus inquiétant encore, la décision de dissoudre le CCMA a été prise dès le 10 septembre (Godicheau avance même que la CNT l'avait adoptée dès le 17 août !) [13] et maintenue secrète alors que se menaient les négociations pour la formation du gouvernement, tout cela avec l'accord du POUM. La décision formelle de dissoudre le CCMA a été prise, rappelons-le, le 1er octobre.

Le POUM n'a pas analysé non plus correctement le rôle dévolu au gouvernement de la

## 1936: Quelle stratégie dans la Révolution espagnole? L'énigme Nin

Écrit par Miguel Romero

Mercredi, 04 Juin 2008 01:00 - Mis à jour Samedi, 04 Octobre 2008 12:54

---

Generalitat, certes réduit à l'ombre d'un pouvoir effectif pendant les premiers mois de la guerre, dans une situation où les comités «étaient les maîtres de la Catalogne». Le 6 septembre, dans un discours au théâtre Gran Price de Barcelone, en tous points extraordinaire à part le passage que je veux relever ici, Nin s'exclame : «Si la dictature du prolétariat est le pouvoir exercé uniquement et exclusivement par la classe ouvrière [...] alors, je vous le dis, aujourd'hui, en Catalogne, nous avons la dictature du prolétariat.» [14] Solano a justifié cette phrase, prononcée dans le cadre d'un meeting, en la présentant comme une formule pédagogique à l'adresse des anarchistes. Si c'est le cas, en particulier pour le courant libertaire qui a toujours rejeté et méprisé le pouvoir politique, alors ce n'était pas une bonne pédagogie que d'oublier l'État républicain – la Generalitat – qui bien qu'affaibli et désarticulé, n'avait pas disparu et travaillait activement à sa reconstruction.

Ces erreurs d'analyse révèlent un problème de fond dans la conception du pouvoir qu'avait le POUM – et Nin – au moins sur une question essentielle : un pouvoir politique révolutionnaire doit émerger «par en bas» et quel que soit le système institutionnel, le pouvoir effectif doit s'incarner dans des organismes unitaires de base, ouverts à la participation démocratique des personnes, des courants, des mouvements sociaux et politiques qui s'engagent réellement dans la construction d'une nouvelle société. Dans chaque pays, à chaque époque, ces organismes et cette «nouvelle société» auront des dénominations et des caractéristiques très variées. Dans ce sens, Nin avait raison de critiquer l'application à la réalité espagnole du «modèle des soviets». Mais je pense qu'il avait tort de croire que l'existence ici de puissants syndicats rendait inutile la constitution d'organismes spécifiques pour exercer un pouvoir d'un «type nouveau» capable de porter des objectifs d'émancipation.

Quelques jours après l'exclusion du POUM du gouvernement de la Generalitat, dans une résolution adoptée par son Comité central réuni à Barcelone du 12 au 16 décembre, le POUM a appelé à lutter pour une «assemblée constituante» formée des représentants élus par «les comités d'usine et d'ateliers, les assemblées paysannes et les délégués du front». [15] En juillet et plus encore en septembre, qu'il ait pu ou non être atteint, cet objectif correspondait à la situation réelle, à l'expérience des masses et aux moyens disponibles. En décembre, ces «comités» avaient disparu et cet appel était de la pure propagande, un écran de fumée. Le POUM qui défendait maintenant cette orientation, certainement avec conviction, avait résolument contribué à la priver de tout fondement concret.

C'est tout à fait possible que Nin ait écrit cette résolution.

Ce même Nin qui affirmait dans le discours au Price : «Nous nous trouvons à une étape décisive de notre révolution. Malheur à nous si nous ne savons pas tirer profit de cette

conjoncture !»

Ce même Nin qui s'était rendu à Lleida pour convaincre ses camarades de dissoudre leur comité.

Ce même Nin qui a fait partie pendant trois mois du gouvernement de la Generalitat et même de sa «commission permanente», en développant un travail appréciable au ministère de la Justice mais en collaborant aussi à la reconstruction de l'État républicain au prix de durs affrontements avec les comités rebelles qui n'acceptaient pas leur dissolution.

Pourquoi?

**Miguel Romero est journaliste, membre de la rédaction de Viento Sur et militant d'Espacio Alternativo (IVe Internationale dans l'Etat espagnol).**

1. Togliatti, P. (1980) "Informe del 30 de agosto a la dirección de la Internacional Comunista", in Escritos sobre la guerra de España, Barcelone, Crítica.

2. La revue Viento Sur ([www.vientosur.info](http://www.vientosur.info)) a publié dans son n°93, outre le présent article, des contributions de Durgan, Ealham, Pagés, Tosstorff, Solano, Andrade... et une bibliographie.

3. Nin, A. (2007) «El problema de los órganos de poder en la revolución española», in Viento Sur, n°93.

4. Le POUM (Partido Obrero de Unificación Marxista – Parti ouvrier d'unification marxiste) a été fondé le 29 septembre 1935 avec l'unification du BOC (Bloc Obrero i Camperol – Bloc ouvrier et paysan) et de l'IC (Izquierda Comunista –Gauche communiste). Il comptait quelque 10 000 membres mais il ne représentait une force significative qu'en Catalogne, en particulier dans la région de Lleida et de Tarragona. La grande majorité de ses militants provenait du BOC dont le leader, Joaquim Maurín, est devenu celui du nouveau parti. Maurín faisait une tournée de

## 1936: Quelle stratégie dans la Révolution espagnole? L'énigme Nin

Écrit par Miguel Romero

Mercredi, 04 Juin 2008 01:00 - Mis à jour Samedi, 04 Octobre 2008 12:54

---

meetings en Galice quand a éclaté la guerre civile et il y a été arrêté.

5. Juan Andrade et Enrique Rodríguez étaient des dirigeants de l'Izquierda Comunista. A la demande de Nin, Andrade s'était incorporé à la direction du POUM en Catalogne. Rodríguez était le principal dirigeant du parti à Madrid.

6. Tosstorff, R. (1998) «Nin como líder del POUM», article consultable sur le site de la fondation Andreu Nin [www.fundanin.org](http://www.fundanin.org).

7. Le 5 octobre, une grève générale a répondu à l'entrée au gouvernement de ministres de la CEDA (Confederación Española de las Derechas Autónomas – Confédération espagnole des droites autonomes), le parti parlementaire le plus réactionnaire de la droite espagnole, dont le leader, Gil Robles, se posait en Duce espagnol. Dans les Asturies, un front unique formé par l'UGT et la CNT, ainsi que le BOC, l'IC et au dernier moment le PCE, a organisé un mouvement insurrectionnel qui a résisté deux semaines durant aux assauts de l'armée, dirigée par celui qui n'était encore que le commandant Franco. La répression a été brutale avec plus de 30 000 arrestations. La «Commune des Asturies» et son signe de ralliement UHP (Uníós Hermanos Proletarios – Unissez-vous frères prolétaires) sont devenus la référence morale du mouvement ouvrier, mais aucune expérience unitaire de cette portée ne s'est reproduite.

8. Pour le comprendre, il faut se reporter au remarquable livre de Ealham, Ch. (2005) *La lucha por Barcelona : clase, cultura y conflicto, 1898-1937*, Madrid, Alianza Editorial.

9. La politique syndicale du POUM était double. Hors de Catalogne, il travaillait prioritairement dans l'UGT, rarement dans la CNT. En Catalogne il disposait d'une réelle assise syndicale propre, provenant des syndicats contrôlés par le BOC qui avaient, dans leur grande majorité, été expulsés de la CNT en 1932 «parce qu'ils étaient marxistes». Il a essayé d'y créer une centrale syndicale alternative à la CNT et à l'UGT, alors très minoritaire et contrôlée par les stalinien du PSUC. Ce fut un échec : le POUM convoqua une «conférence d'unité syndicale» où ne participèrent que les syndicats qu'il dirigeait. En mai, ces syndicats créèrent la FOUS (Federación Obrera de Unidad Sindical – Fédération ouvrière d'unité syndicale) en Catalogne. Même si Nin a déclaré par la suite que ce ne serait pas une nouvelle centrale syndicale mais seulement un «regroupement organique syndical» pour aboutir à l'unification syndicale, la FOUS a bien agi comme une centrale syndicale. Elle n'a eu qu'une existence éphémère : le 2 septembre elle a «recommandé» à «tous les syndicats sous son autorité de rejoindre en bloc l'UGT». L'objectif était de gagner des positions au sein de l'UGT pour promouvoir l'unification

## 1936: Quelle stratégie dans la Révolution espagnole? L'énigme Nin

Écrit par Miguel Romero

Mercredi, 04 Juin 2008 01:00 - Mis à jour Samedi, 04 Octobre 2008 12:54

---

syndicale avec la CNT. Dans cette opération, le POUM a perdu une bonne partie de sa base syndicale considérable.

10. Qualifier le POUM de centriste – un concept aussi grossier qu'inutile dans la terminologie communiste – a été une lamentable erreur sectaire, reprise souvent depuis par des personnes et des organisations liées au trotskisme, à l'exception de la LCR.

11. Nin, A. (2007) «El problema de los órganos de poder en la revolución española», op. cit.

12. Organisme créé au tout début de la guerre, sur proposition de la CNT, pour prendre en charge l'organisation de l'économie. Il était composé de représentant de toutes les organisations et dépendait formellement du gouvernement de la Generalitat mais sa direction réelle était aux mains des partis ouvriers, principalement la CNT.

13. Godicheau, F. (2004) La Guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939), Paris, Odile Jacob.

14. Nin A. (1971) «El proletariado español ante la revolución en marcha», septembre 1936, in Los problemas de la revolución española, Paris, Ruedo Ibérico.

15. Alba, V. (1977) La revolución española en la práctica. Documentos del POUM, Madrid, Júcar, p. 107.

Repris du site Alencontre, <http://www.alencontre.org> (18 juin 2008)